



**ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER**

**UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE**

**Jean Pierre VILLAESCUSA**

**Président de la Commission de l'UE**



**Une semaine d'actualité**

**En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel**

**Les Allemands ont voté.** Leurs partenaires européens peuvent respirer : le scrutin est passé, même si la phase la plus passionnante, celle de la formation d'un nouveau gouvernement à Berlin, attend encore les acteurs comme les observateurs.

**Un troisième mandat** avec une quasi-majorité absolue : la chancelière allemande sort des élections du 22 septembre plus forte que jamais dans son pays et sur le continent. Elle est **la survivante de la crise qui a fait tomber Sarkozy, Zapatero, Sócrates, Monti et Berlusconi**

Angela Merkel dispose de quelques semaines pour composer son gouvernement, mais une chose est sûre: **la chancelière sort renforcée** sur la scène européenne. Cependant, **les résultats sont la combinaison d'un triomphe personnel et d'un dilemme politique.** Le parti d'Angela Merkel a dominé les élections, mais a perdu son partenaire de coalition favori.

**Bruxelles a une nouvelle fois rappelé à l'ordre la France sur le dossier des Roms.** Menaces de sanctions, Viviane Reding rappelle quelques lois fondamentales. Le débat est loin d'être clos.

Olivier Bailly, porte-parole de la Commission, menace directement la France de **sanctions**

**PAC.** Le parlement trouve un accord. Des aides non plafonnées. Un rééquilibrage vers l'environnement

**INSTITUTIONS**

**L'Europe achève la réforme de la PAC**

Le Parlement européen est enfin parvenu à un accord avec les Etats membres sur la future politique agricole commune pour 2014-2020. 2014 sera encore une année de transition puis les nouvelles règles s'appliqueront.

**Pour en savoir plus.** Les députés avaient conclu **un premier accord en juin dernier**, demandant un verdissement de l'agriculture et une répartition plus juste des aides entre anciens et nouveaux Etats membres de l'Union.

**Les Etats refusent toujours de plafonner le montant des aides aux grandes exploitations**, même au-delà de 300.000 euros de versements annuels. Tout juste ont-ils accepté une certaine dégressivité des subventions pour les plus grandes exploitations. Les aides qui dépassent 150.000 euros seront réduites d'au moins 5 %. Peu de chose dans **un budget qui représente encore 38 % du budget de l'Union**. Le commissaire européen à l'Agriculture, **Dacian Ciolos**, a imposé **une harmonisation des aides entre les agriculteurs des différents Etats membres**, qui varient actuellement dans un rapport de un à six par hectare.

Aucun Etat ne pourra avoir des aides aux agriculteurs inférieures à 75 % de la moyenne européenne en 2019.

**Un accord a été trouvé pour encourager l'installation des jeunes.** Pendant les cinq premières années, ils pourront obtenir un supplément d'aide de 25 %. Enfin, 20 % des agriculteurs percevant aujourd'hui 80 % des aides, **elle sera au moins plus verte**. Désormais, **30 % des aides aux agriculteurs seront versées à condition de respecter des pratiques favorables à l'environnement**. Après quasiment trois ans de débats, le vote final aura lieu à Strasbourg en session plénière fin octobre ou début novembre.

## COMMISSION/CONSEILS

### **Présidence de la Commission: les élections allemandes ouvrent les portes à Martin Schulz**

Après la tenue des élections allemandes, **Martin Schulz, l'actuel président du Parlement européen est devenu le candidat favori du Parti socialiste européen** (PSE) en vue de succéder au président de la Commission, José Manuel Barroso.

Un éventuel accord sur une grande coalition entre les sociaux-démocrates et le centre-droit CDU/CSU pourrait inclure la nomination de Martin Schulz au poste de commissaire européen, a expliqué l'eurodéputé allemand Jo Leinen

### **Le ton monte entre Bruxelles et la France sur la situation des Roms**

Bruxelles a une nouvelle fois rappelé à l'ordre la France sur le dossier des Roms. La vice-présidente de la Commission européenne **Viviane Reding a critiqué le discours "électoraliste" de Manuel Valls** sur la situation de cette minorité.

**Pour en savoir plus.** La Commissaire européenne réagissait à une polémique récurrente sur la situation des Roms en France. Polémique relancée une nouvelle fois cette semaine par Manuel Valls qui a dénoncé l'incapacité à s'intégrer de cette minorité. "Les Roms n'ont pas vocation à rester en France" a-t-il affirmé. Pour le ministre de l'intérieur, les Roms "ont vocation à retourner dans leur pays et à s'intégrer là-bas", faisant référence à la Roumanie et la Bulgarie, d'où sont originaires la majorité des Roms

### **Recadrage de Bruxelles**

"Nous avons des règles européennes qui ont été signées par la France, des règles sur la libre circulation des citoyens européens. Et ce ne sont pas des roms, mais des individus. C'est sur décision d'un juge qu'ils peuvent être évacués s'ils ont fait quelque chose qui va contre les lois de l'Etat en question" a rappelé la Commissaire Viviane Reding.

Un principe que Viviane Reding a par ailleurs rappelé que **50 milliards d'euros avait été mis à disposition des communes par l'Union européenne pour accompagner l'insertion des Roms** et que la Commission compte bien faire respecter par le gouvernement.

## ETATS

### Allemagne

**Une vague CDU a déferlé sur l'Allemagne hier, reconduisant la chancelière Angela Merkel à la tête du pays** pour les 4 prochaines années. Avec environ **41,5 % des suffrages**, le CDU a frôlé la majorité absolue au Bundestag, la manquant de quelques sièges. (4)

**Pour en savoir plus** La surprise de l'élection est venue des libéraux, le FPD qui gouvernait jusqu'alors avec le parti plus centriste des chrétiens démocrates se voyant tout simplement rayé de l'hémicycle allemand, faute de récolter plus de 5 % des voix. Le FPD y était présent depuis 64 ans, et la claque de dimanche soir a été vécue comme un choc.

Du côté de la gauche, les résultats ne sont clairement pas bons non plus, en raison de l'éclatement des voix entre les sociaux-démocrates (SPD), Verts et "ex-communistes" regroupés sous le nom "Die Linke" -La Gauche. Les Verts enregistrent un recul cuisant, à seulement 8,7% des suffrages, ce qui les relègue derrière Die Linke, alors que le SPD récolte comme lot de consolation un score légèrement plus fort qu'il y a 5 ans, soit 25,7 % des voix.

**La chancelière sortante n'a pas gâché son plaisir**, souriant à l'envie durant la soirée. La victoire du CDU est en effet surtout la sienne, le score final du CDU évoquant plus celui d'élections présidentielles que législatives. À la veille du scrutin, un tiers des Allemands se disaient encore indécis quant à leur choix. **"Cette élection, c'est vraiment l'élection d'Angela Merkel"**. Le parti n'avait pas dépassé la barre des 40 % de l'électorat depuis 1990, une élection bien particulière puisqu'elle se passait juste après la réunification de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest.

**L'ensemble de la presse européenne salue le triomphe d'Angela Merkel**, mais s'interroge néanmoins sur la couleur de la future coalition. En France, *Le Figaro* salue "le triomphe de Merkel", alors que pour "*L'Humanité*", l'Allemagne rempile pour "4 ans de casse" avec "une pragmatique prête à tout pour garder le pouvoir". "Merkel frôle la majorité absolue", titre le quotidien espagnol de centre gauche *El Pais* (lien en espagnol), qui parle d'un "résultat sans précédent". En Italie, *La Stampa* affirme que l'Allemagne a "couronné Angela Merkel". Au Royaume-Uni, le quotidien conservateur *Daily Mail* juge qu'Angela Merkel "est devenue la Thatcher d'Allemagne".

Lundi matin, l'euro montait très légèrement face au dollar lundi en Asie après la victoire d'Angela Merkel.

### Et Maintenant que va-t-elle faire ?

JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : [jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)

Tel + fax : 00 43 1 879 65 29

26.02.2014

La victoire n'a pas été couronnée par une majorité absolue, **la déroute des libéraux**, les partenaires historiques de la CDU, **laisse la chancelière dans une situation paradoxale** : elle est plus forte que jamais mais aussi plus dépendante, comme l'explique l'envoyé spécial d'Euronews à Berlin, Olaf Burns : "Pour la chancelière c'est un triomphe personnel, mais les prochaines semaines peuvent devenir difficiles car son probable partenaire de coalition, le SPD garde un mauvais souvenir de la dernière grande coalition, et donc mènera des négociations d'une main de fer

## **Espagne**

### **Espagne-Royaume-Uni : "Gibraltar est la seule colonie du 21ème siècle en Europe"**

Le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy a invité le Royaume-Uni à **renégocier le statut de Gibraltar** et a dénoncé **la situation "anachronique" du Rocher** dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies prononcé le 25 septembre. Rajoy a décrit **Gibraltar comme "le seul territoire colonial qui reste en Europe au 21ème siècle**

## **France**

### **L'Europe dicte-t-elle la politique économique de la France?**

La France est-elle maître de son budget? Ou les décisions se prennent-elles à Bruxelles? Source : **EXPRESS.fr**

A quelques mois des élections européennes des 22 et 25 mai 2014, le débat sur le rôle de l'Union européenne dans l'économie française n'a jamais été aussi intense. Une affirmation traverse la classe politique: la politique économique de la France ne se ferait plus à Paris, mais à Bruxelles. Réalité, fantasme ou excuse politique?

#### **Une opinion française perplexe**

L'opinion française deviendrait-elle perplexe vis-à-vis de l'Union européenne (UE)? 33% des Français ont une image positive de l'Europe, selon le sondage TNS Sofres présenté, ce mardi. De plus, **45% des interrogés considèrent que les intérêts de la France ne sont pas bien pris en compte dans l'Union européenne**, et 56% que l'UE n'aide pas ses citoyens à se protéger des effets néfastes de la mondialisation

## **Italie**

### **L'incertitude politique grandit**

L'incertitude politique grandit en Italie au lendemain de menaces de démission brandies par les alliés de Silvio Berlusconi en cas de déchéance de leur champion du Sénat après sa condamnation à quatre ans de prison pour fraude fiscale.

**Ces menaces ont coïncidé avec des rumeurs à Rome sur une nouvelle dégradation de la note de la dette publique italienne**, ce qui a eu pour effet d'orienter à la baisse la Bourse de Milan et de relancer à la hausse le coût des emprunts sur les obligations à dix ans.

## **République tchèque**

### **Journée européenne des langues à Prague**

26.02.2014

Le Conseil de l'Europe célèbre annuellement, et ce depuis 2001, la Journée européenne des langues. 800 millions de ressortissants des 47 Etats membres du Conseil sont ainsi encouragés à découvrir et à apprendre de nouvelles langues. Étant persuadé que la diversité linguistique mène vers une meilleure compréhension interculturelle, le Conseil de l'Europe encourage le plurilinguisme à travers tout le vieux continent

## **Suède**

### **La police suédoise confirme l'existence d'un arbre généalogique des Roms**

Selon le quotidien *Dagens Nyheter*, les forces de l'ordre confirment détenir une liste illégale de plus de 4 000 Roms qui vivent en Suède.

La base de données organisée par la police se présente sous forme d'un arbre généalogique, comprenant des informations sur les numéros de sécurité sociale et les adresses. Des flèches indiquent les liens familiaux entre les personnes répertoriées.

La ministre suédoise chargée des affaires européennes, **Birgitta Ohlsson**, a réagi sur Twitter. Elle a qualifié le registre de « mauvais, immoral, inacceptable et illégal ».

## **RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE**

### **Kiev au cœur d'une bataille digne de la guerre froide**

**Nouvelles menaces.** Moscou a mis en garde l'Ukraine ce lundi contre la **perte de ses "privilèges" commerciaux avec la Russie, au cas où Kiev signerait un partenariat avec les Européens.** En marge du forum "Stratégie européenne de Yalta", le conseiller du président russe, **Sergey Glaziev**, précise que "la barrière commerciale avec la Russie serait alors difficile à franchir. Les fabricants ukrainiens perdraient les marchés russe, biélorusse et kazakh. La coopération entre infrastructures serait également sérieusement mise à mal. Mettre en place des taxes d'importation signifierait la fin de la coopération dans plusieurs branches de l'économie."

**Kiev espère ratifier cet accord d'association avec l'Union en novembre,** lors d'un sommet du Partenariat oriental à Vilnius. Un accord considéré comme le premier pas vers une adhésion européenne

### **UE-Turquie : Pas de libre circulation pour les Turcs**

La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a décidé le 24 septembre que l'UE n'a pas l'obligation d'accorder aux citoyens turcs le droit d'entrer sur son territoire sans visa. La Cour a débouté une plaignante turque qui s'était vue refuser un visa pour rendre visite à un parent résident en Allemagne en 2007, estimant qu'en tant que potentielle bénéficiaire de services au sein de l'UE, elle ne pouvait bénéficier d'une exemption de visa. L'arrête de la CJUE "constitue un précédent pour les Turcs voyageant dans l'UE",

## **PARTENARIAT ORIENTAL :**

### **Moscou se met en travers de la route de l'UE**

La Russie pèse avec de plus en plus d'insistance sur ses anciens satellites afin qu'ils adhèrent à son projet d'union eurasiatique. La Lituanie, qui soutient

26.02.2014

activement le rapprochement avec l'UE, est elle aussi soumise à des pressions de plus en plus fortes

**L'objectif du Kremlin est d'entraver la politique européenne du Partenariat oriental**— de forcer **l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Arménie** à abandonner toute tentative de rapprochement avec l'Europe et de faire repasser ces pays sous la houlette de Moscou, via ce qu'on appelle l'Union douanière eurasiatique. et a prévu, lors du sommet de Vilnius qui se tiendra **Or la Lituanie préside actuellement l'Union européenne** prochainement [en novembre], de signer des accords de libre-échange avec les pays du Partenariat Oriental(exceptée la Biélorussie, déjà membre de l'Union douanière eurasiatique). La Lituanie a très activement défendu les pays du Partenariat oriental et a attiré l'attention de l'Union européenne sur la façon dont le Kremlin met la pression sur ces pays avec ses guerres douanières et autres types de chantages.

## **ECONOMIE/FINANCE**

### **Zone euro : l'activité au plus haut depuis deux ans**

Si **l'Allemagne reste le principal moteur de la reprise**, l'activité globale progresse pour la première fois depuis début 2012 en France et affiche sa plus forte expansion depuis début 2011 dans le reste de la zone euro" Le PMI allemand a grimpé à son plus haut niveau en huit mois, à 53,8 points, tandis que l'indice français est passé de 48,8 à 50,2 points en septembre, signant le retour d'une faible croissance.

Autre bonne nouvelle, **"l'emploi continue de reculer en septembre mais le taux de suppression de postes fléchit et n'affiche plus qu'un niveau marginal**, laissant espérer une reprise prochaine des créations d'emplois"

[http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/09/23/zone-euro-l-activite-au-plus-haut-en-deux-ans\\_3482881\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/09/23/zone-euro-l-activite-au-plus-haut-en-deux-ans_3482881_3234.html)

### **Chypre**

#### **Le pire est encore à venir**

Six mois après que la crise bancaire a failli emporter son économie, Chypre est loin d'être sorti d'affaire. Etranglée par le resserrement du crédit et par l'austérité imposée par la troïka, l'économie tourne au ralenti et la morosité s'installe.

Beaucoup doutent de l'efficacité du programme de la troïka, car on ne voit pas d'où va bien pouvoir venir la croissance. La sortie de la monnaie unique reste donc envisageable, entre autres parce que si la situation se dégrade encore, **les Chypriotes seront plus nombreux à vouloir retrouver la livre chypriote**, dont ils gardent le souvenir d'une monnaie stable.

### **Draghi prêt à étendre la 'bouée de sauvetage du prêt et Merkel à maintenir sa politique européenne d'austérité"**

Dans un discours prononcé le 23 septembre devant le Parlement européen, le président de la banque centrale européenne **Mario Draghi** a déclaré qu'il s'apprêtait à étudier **des mesures supplémentaires pour les banques** pour

26.02.2014

garder les taux d'intérêt à court terme sous contrôle et sauvegarder la fragile reprise,

**Depuis décembre 2011, la BCE a déversé près de mille milliards d'euros dans les banques de la zone euro.**

Deux ans après, Draghi pourrait **utiliser la même formule pour faire revenir l'argent dans les petites entreprises et dans l'économie réelle**, plutôt que de le laisser dans le coffre-fort de la BCE.

Sur le même sujet, **Angela Merkel s'apprête à maintenir sa politique d'austérité en Europe au lendemain des élections législatives**. Toutefois, Bruxelles prévoit qu'une grande coalition avec le SPD se traduirait par une orientation plus constructive, remarque le quotidien espagnol.

### **Les experts du FMI favorables à une union budgétaire en Europe**

Une union budgétaire permettrait de répondre aux "**faiblesses structurelles**" de la **zone euro** et d'atténuer la "sévérité" des chocs économiques, estiment les économistes du **Fonds monétaire international** dans un rapport publié mercredi.

"Même si la première chose à faire face aux problèmes budgétaires des pays est de renforcer les amortisseurs budgétaires, l'ampleur des chocs et leur capacité à tétaniser les marchés ouvrent la voie à un mécanisme d'assurance commun pour l'ensemble de la zone. L'union budgétaire peut être ce mécanisme", écrivent les experts du FMI, précisant qu'il ne s'agit pas "nécessairement" de la position de l'institution

### **Une allocation de chômage commune**

Le FMI a proposé que l'Europe établisse une allocation de chômage commune au sein de la zone euro afin de minimiser l'impact de la crise économique dans la population. [...] **Un degré plus important de mutualisation des risques entre les pays membres**, y compris la création d'un fonds de contingence commun, un système européen d'assurance-chômage et un budget commun, ce qui réduira les coûts des éventuels plans de sauvetage.

### **La France présente son budget sous l'oeil vigilant de la Commission**

Le ministère des Finances a présenté mercredi 25 septembre un projet de budget de rigueur. **Bruxelles et les députés français ont encore leur mot à dire**

La Commission européenne, qui a lancé une procédure pour déficit excessif contre Paris, suit le projet de près. Deux ans supplémentaires ont été accordé à la France pour revenir sous la barre des 3 % du PIB, en 2015. En contrepartie, **Olli Rehn**, qui doit rencontrer **Pierre Moscovici** à Bruxelles jeudi 26 septembre, suit les avancées budgétaires du pays de très près. Le commissaire a déjà indiqué que les réformes devaient s'accélérer en France.

**En plus d'économies effectuées un peu partout pour un montant de 15 milliards d'euros**, y compris aux dépens du budget de l'Union européenne, le projet de loi de finances prévoit de limiter la hausse des prélèvements obligatoires à 3 milliards d'euros et d'atténuer la fiscalité des entreprises. Un allègement qui devrait surtout bénéficier aux petites et moyennes entreprises.

26.02.2014

**Le déficit de l'Etat atteindra 82,2 milliards en 2014**, un montant auquel environ 12 milliards peuvent être retranchés au titre des investissements d'avenir. Ils ne sont pas comptabilisés dans le critère des 3 %.

## **SOCIAL/PRACTIQUE**

### **Les pays de l'Union et la surenchère pour accueillir de riches étrangers**

Plusieurs pays européens sont en train de mettre en place **une forme nouvelle d'immigration choisie**. A partir du 1<sup>er</sup> octobre, les étrangers non communautaires désireux de s'installer **aux Pays-Bas** se verront octroyer automatiquement un permis de séjour mais à une condition :

Ils doivent apporter **au moins 1,25 million d'euros et qu'ils l'investissent dans l'économie locale**. Un an plus tard, le ministère des affaires économiques vérifiera que la promesse a été tenue avant d'autoriser une prolongation du titre de séjour.

Au cours des derniers mois, la coalition libérale-travailleuse, dirigée par **Mark Rutte**, et diverses grandes villes du pays, dont Amsterdam, étaient parties en croisade contre les directives européennes autorisant la libre circulation des travailleurs des pays de l'Est européen

## **ENERGIE/ENVIRONNEMENT**

### **Mélange des genres en Pologne entre climat et charbon "propre"**

La Pologne est vivement critiquée pour organiser un sommet international sur le charbon en même temps que la conférence sur le climat de l'ONU (COP19) qui doit se tenir à Varsovie en novembre

« Le gouvernement polonais transforme un événement d'une importance internationale en une occasion pour faire **du lobbying en faveur du charbon**, la source d'énergie la plus néfaste pour le climat », explique Claude Turmes, eurodéputé et co-président des Verts au Parlement européen,

## **PRESSE EUROPEENNE**

### **ELECTIONS ALLEMANDES 2013 :**

#### **Merkel a "l'Europe à ses pieds"**

#### ***Rzeczpospolita, Les Echos, La Stampa & 4 autres***

*Angela Merkel assomme ses rivaux politiques", écrit **Rzeczpospolita**. Dans son éditorial, le quotidien polonais assure que pendant son troisième mandat, "la femme la plus importante du monde" va montrer comment elle utilise l'extraordinaire puissance de l'Allemagne dans l'UE.*

*Ce troisième mandat est **une chance pour montrer que l'Allemagne est hégémonique dans tous les domaines**. Sera-t-il fidèle à la tradition pro-*



26.02.2014

européenne des chanceliers précédents ou se rapprochera-t-il dangereusement d'une vision plus radicale fustigée sur des banderoles dans les rues d'Athènes, où Merkel est représentée avec la moustache du Führer [...] C'est à Angela Merkel de faire revivre un rêve d'attractivité de l'UE pour les générations futures.

**Angela Merkel est "triomphale"** mais elle a remporté "une victoire qui oblige", estiment Les Echos à Paris. Après une campagne "chiche en précisions", que va faire la chancelière ?, se demande le quotidien français.

La réponse dépendra en partie de la capacité de la chancelière de gouverner seule ou avec les sociaux-démocrates. A ce sujet, l'Elysée, qui a longtemps espéré une victoire des adversaires d'Angela Merkel puis une grande coalition qui la corserait, subit un revers. [...] **Sur le plan extérieur, Berlin ne peut plus se contenter de discours aussi vagues et creux que généreux sur l'organisation de l'Europe.** C'est à ces conditions qu'Angela Merkel entrera dans la liste des chanceliers qui ont marqué l'histoire.

**"Merkel l'emporte haut la main"**, titre **La Stampa**. Le quotidien turinois note que **le "plébiscite" obtenu** par le parti de la chancelière, ainsi que la bonne performance du SPD – et le rejet du parti AfD et des Verts – contrastent avec la crise dont souffrent les partis traditionnels dans le reste de l'Europe.

Et à l'avenir, il n'y aura pas de virage dans la stratégie politique, économique et financière de l'Allemagne. Les sociaux-démocrates manquent d'idées alternatives, et n'en auront pas, contrairement à ce qu'affirme [le candidat du SPD Peer] Steinbrück.

Le principal résultat de l'élection d'hier est qu'en Allemagne, **il n'y a pas d'alternative à la politique mise en œuvre ces dernières années par Merkel.** Des interlocuteurs réels et qui font autorité ne peuvent venir que de l'Europe.

Désormais, titre **El Periódico**, **Angela Merkel a "l'Europe à ses pieds"**.

Le quotidien de Barcelone note que **la chancelière est la survivante de la crise qui a fait tomber Sarkozy, Zapatero, Sócrates, Monti et Berlusconi.**

[...] Pour l'Europe, une chose est claire. Désormais, sans rendez-vous électoraux à l'horizon, nous allons voir une chancelière beaucoup plus disposée à prendre des décisions. L'inconnue est de savoir lesquelles et dans quelle direction, même si elle a déjà dit non aux eurobonds et à la mutualisation de la dette. Voudra-t-elle diriger l'Europe, faire une Europe allemande ou une Allemagne européenne ?

Pour autant, même si **le Financial Times** note que **"Merkel salue 'un super résultat'"**, il ne faut peut-être pas trop espérer d'elle

Le chroniqueur Wolfgang Münchau estime que rater la majorité absolue de quelque voix est "le meilleur résultat concevable pour Angela Merkel" :

Elle va rester au pouvoir - mais là-dessus il n'y a jamais eu aucun doute. Mais elle a aussi atteint un autre de ses objectifs - rendre impossible la formation d'une coalition entre les trois partis de gauche au cours de la prochaine mandature. Les Allemands auront ce qu'ils voulaient : une large coalition dirigée par un leader sans vision. Seul un idiot pourrait croire que les élections auront libéré la chancelière de faire un grand bond en avant et de résoudre la crise une bonne fois pour toutes. Après l'élection, ce ne sera pas très différent d'avant l'élection.

26.02.2014

Mais après tout, comme le rappelle **le Volkskrant**, le grand mérite d'Angela Merkel est de canaliser les tensions en Europe :

**Merkel est le bouchon sur la bouteille en ce qui concerne les tensions et les pouvoirs populistes en Europe.** Tandis qu'aux Pays-Bas la politique a perdu de sa stabilité, en Allemagne **il y a Merkel qui respire le calme. Et c'est ainsi qu'elle s'attaque aux problèmes : étape par étape.**

Un pays regarde le résultat des élections allemandes avec circonspection : la Grèce.

**L'hebdomadaire To Vima** constate **que les Allemands ont dit un grand oui à la souveraineté de leur pays en Europe.** Une souveraineté érigée sur les ruines de la partie sud de ce qu'il reste du Vieux continent "uni". C'était évident et prévisible : par sa politique, face à la crise de la dette, Angela Merkel a peut-être mené une grande partie de l'Europe à la catastrophe, mais **elle a permis aux Allemands de ne faire de l'Europe qu'une bouchée.** [...] Une fois de plus à Athènes, les faux espoirs s'effondrent.

Merkel a déjà fait clairement savoir, dès le premier instant, que la pression ne s'allégerait pas sur la Grèce.

### **ALLEMAGNE : "La journée des démissions"**

#### **Süddeutsche Zeitung**

"Chez les libéraux (FDP) et les Verts, les perdants des élections, il y aura visiblement d'importants changements de personnel", note **la Süddeutsche Zeitung**.

**Le chef du FDP**, Philipp Rösler, a démissionné, suivi par toute la direction du parti. De nouveaux dirigeants devraient être désignés lors d'un congrès du parti en janvier prochain.

**Chez les Verts**, ajoute le quotidien, c'est l'ensemble de la direction fédérale, dont la chef du parti Claudia Roth, qui a remis sa démission.

**La Süddeutsche Zeitung** illustre sa Une avec la carte électorale de l'Allemagne et note qu'avec sa large victoire, **Angela Merkel a "changé le visage de la république**, [...] devenue noire", couleur de l'union CDU/CSU. La chancelière sortante est cependant à la recherche d'un nouveau partenaire de coalition. Mais le SPD, avec qui elle préférerait gouverner, lui demande de changer sa politique européenne. "La formation d'un gouvernement à Berlin s'avère donc difficile", conclut le quotidien.

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **[jp.villaescusa@assemblee-afe.fr](mailto:jp.villaescusa@assemblee-afe.fr)**